

Évelyne Cohen, Pascale Goetschel, Laurent Martin et Pascal Ory (dir.)

Dix ans d'histoire culturelle

Presses de l'enssib

Quelle identité pour l'histoire culturelle?

Jean-François Sirinelli

DOI: 10.4000/books.pressesenssib.995

Éditeur : Presses de l'enssib Lieu d'édition : Presses de l'enssib

Année d'édition : 2011

Date de mise en ligne : 20 juillet 2017

Collection: Papiers

ISBN électronique : 9782375460467



http://books.openedition.org

Référence électronique

SIRINELLI, Jean-François. *Quelle identité pour l'histoire culturelle*? In: *Dix ans d'histoire culturelle* [en ligne]. Villeurbanne: Presses de l'enssib, 2011 (généré le 01 février 2021). Disponible sur Internet: https://books.openedition.org/pressesenssib/995>. ISBN: 9782375460467. DOI: https://doi.org/10.4000/books.pressesenssib.995.

QUELLE IDENTITÉ POUR L'HISTOIRE CULTURELLE ?¹

la différence des autres branches historiographiques, l'histoire culturelle n'est pas encore une discipline totalement constituée. Fille cadette de l'école historique française, elle n'a pas pris encore tous ses contours et cette difficulté, jointe à d'autres qui seront signalées dans une première partie, ne permet pas réellement de dresser un bilan et de détailler des lignes de force ou de faiblesse ². Cela étant, cette jeune discipline en voie de constitution connaît actuellement en France une réelle et très rapide montée en puissance et j'évoquerai dans un deuxième temps les facteurs et les secteurs d'une telle montée en puissance. Bien plus, les gains, que l'on peut légitimement escompter de cette bonne santé de l'histoire culturelle, dépassent son propre champ d'application : une approche de nature culturelle d'autres phénomènes historiques peut contribuer à en enrichir la connaissance. On tentera ici de le montrer brièvement, dans une troisième partie, en évoquant l'exemple de l'étude des cultures politiques.

UNE RÉCENTE MONTÉE EN PUISSANCE

Le développement de l'histoire culturelle, en histoire du xx^e siècle, est récent. Alors qu'en histoire médiévale, par exemple, cette histoire culturelle se pratiquait depuis des décennies - mais insérée dans d'autres perspectives, notamment celle de l'histoire religieuse, et donc sans prétendre à

^{1.} Ce texte a été publié en 2001 dans le bulletin annuel de l'Association pour le développement de l'histoire culturelle.

^{2.} C'est la raison pour laquelle on ne trouvera ni dans le texte qui suit ni dans les notes un apercu exhaustif de l'historiographie du sujet. Je me permets d'indiquer, dans certaines des notes qui suivent, d'autres contributions que j'ai consacrées à l'histoire culturelle ou à des sujets proches et dans lesquelles on trouvera aisément des compléments de bibliographies.

l'autonomie et à une identité propre ³ –, la multiplication, pour le xx^e siècle, d'objets relevant peu ou prou du culturel ne s'est réellement opérée qu'au fil de la dernière décennie écoulée, avec des signes annonciateurs durant la décennie précédente. Les causes du caractère tardif d'une telle montée en puissance sont complexes car relevant de plusieurs processus cumulatifs, dont certains sont propres à l'histoire du xx^e siècle et d'autres pas ⁴.

Le contexte historiographique est, à cet égard, assurément spécifique. Ailleurs qu'en histoire du xxe siècle, l'histoire du culturel, même non revendiquée comme telle, était déjà présente de longue date dans deux domaines dûment estampillés : l'histoire religieuse et celle dite des mentalités. Or, indépendamment du caractère brillant et fécond de cette histoire religieuse du temps proche, force est de constater que celle-ci ne pouvait avoir les mêmes vertus globalisantes que pour des sociétés chronologiquement plus reculées, au sein desquelles le religieux occupait une place centrale. Pour d'autres raisons, l'histoire dite des mentalités n'a guère abordé aux rivages du xxe siècle. L'analyse des perceptions communes et des sensibilités partagées, régie par une sorte de protocole scientifique touchant à la démarche anthropologique, a longtemps passé pour n'être applicable qu'à des sociétés géographiquement ou chronologiquement éloignées de la nôtre. Certes, grâce aux travaux, notamment, de Maurice Agulhon et d'Alain Corbin - sur des registres, au demeurant, très différents⁵ –, la France du XIX^e siècle s'est trouvée progressivement intégrée de plain-pied dans l'aire chronologique d'application de l'anthropologie historique. Pour autant, l'histoire du xx^e siècle paraissait trop proche pour obéir au même protocole et s'en trouvait exclue de facto.

Si la configuration historiographique ne favorisait donc pas un développement de l'histoire culturelle contemporaine, le contexte idéologique n'était pas non plus favorable. La prégnance, longtemps, du marxisme n'incitait guère à prêter une attention soutenue au culturel, considéré, à l'instar du politique, comme une superstructure, simple produit dérivé des structures économiques et sociales. Assurément, à la différence de

^{3.} Cf. les remarques de Michel Sot, Anita Guerreau-Jalabert et Jean-Patrice Boudet, « L'étrangeté médiévale », in Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), Pour une histoire culturelle, Paris, Éditions du Seuil, 1997, ainsi que leur introduction au tome I de Histoire culturelle de la France, Paris, Éditions du Seuil, 1997.

^{4.} J'avais déjà eu l'occasion de les évoquer dans François Bédarida (dir.), L'Histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1995. Plus largement, certains des points analysés dans la présente contribution avaient déjà été abordés dans ce texte en 1995.

^{5.} Cf., par exemple, leurs contributions à Pour une histoire culturelle, op. cit.

la configuration historiographique, ce second facteur n'a pas été spécifigue de l'étude du xx^e siècle et jouait aussi pour les autres périodes de l'histoire, mais, alors que pour celles-ci il n'était qu'un facteur d'inertie, il constituait, par cumul, un facteur aggravant pour l'histoire culturelle contemporaine.

Bien plus, ce double blocage s'est maintenu au moins jusqu'aux années 1970, moment où une lente évolution s'est amorcée. C'est tout d'abord le contexte idéologique qui a alors changé. L'érosion du marxisme a favorisé une sorte de mutation épistémologique : la légitimité de l'intérêt pour le sujet agissant et pensant. Assurément, l'évolution fut bien plus complexe, tout comme, du reste, la configuration qui l'avait précédée : on forcerait, en effet, le trait en considérant que jusqu'à ces années 1970, le marxisme avait étouffé tout développement de l'intérêt pour le culturel - l'envolée de l'histoire des mentalités est, du reste, antérieure à cette date -, mais il se passa bien alors, en une dizaine d'années, un changement de paradigme au sein de la discipline historique. Alors que le culturel et le politique avaient été tenus par nombre d'historiens pour des sous-objets d'histoire⁶, car étant supposés n'être que des sécrétions – et donc des produits seconds ou dérivés – des structures économiques et sociales, il leur était reconnu désormais, par la plus grande partie des historiens, un statut d'objet historique ayant son autonomie et donc sa densité et son identité propres.

À cette mutation s'ajouta une modification historiographique propre à la sphère de l'histoire contemporaine. Dans la mesure où les travaux, entre autres, de Maurice Agulhon et d'Alain Corbin ont fait remonter, on l'a vu, la barre chronologique des périodes relevant de l'anthropologie historique et que, désormais, le XIXe siècle s'y trouvait donc intégré de plain-pied, dès lors la question du même statut pour le xxe siècle – ou pour le moins, pour le premier xx^e siècle – se trouvera peu à peu posée, introduisant ainsi un élément de débat scientifique fécond et un aiguillon pour de nouvelles recherches concernant ce xxe siècle.

Toujours est-il que, progressivement, les conditions ont été réunies, y compris en ce qui concerne l'étude du xxe siècle, pour le développement d'une histoire culturelle conçue à la fois comme l'histoire des représentations du monde et comme celle des productions de l'esprit les plus élaborées. En même temps, il est vrai, une telle définition pourrait être

^{6.} Je me permets, là encore sur ce point, de renvoyer à mes remarques dans L'Historien et le métier d'historien en France, 1945-1995, sous la direction de François Bédarida, op. cit.

interprétée comme un facteur supplémentaire de difficulté à présenter la carte d'identité de l'histoire culturelle à la française. Une telle définition, en effet, paraît osciller entre une acception large, relevant – même si, on l'a vu, la tâche est malaisée pour le xxe siècle – de l'anthropologie historique et proche par certains aspects de l'histoire dite des mentalités - terme remplacé désormais, le plus souvent en France, par celui de représentations –, et une acception étroite, qui pose par ailleurs la question des rapports entre cette histoire culturelle et l'histoire de l'art ou l'histoire littéraire. Mais, à bien y regarder, cette oscillation n'est qu'en apparence un obstacle ou une faiblesse. Car ces deux acceptions ont en commun de délimiter un champ d'étude prenant pour objet tout ce qui est chargé de sens dans un groupe humain à une date donnée 7.

UN VASTE CHAMP D'INVESTIGATION

Et les gains que l'on peut escompter d'un tel champ d'étude sont, à bien y regarder, considérables. D'une part, les secteurs qu'il recouvre sont nombreux et importants. D'autre part, les mises en perspective qu'il permet constituent un réel enrichissement pour la démarche historique.

Pour les secteurs ainsi embrassés, leur brève énumération suffit à en suggérer l'importance. Avant même l'apparition de l'histoire culturelle comme discipline constituée, s'était, par exemple, peu à peu développée une certaine forme d'histoire intellectuelle - parfois classée sous l'étiquette « histoire des idées politiques » – précocement dégagée de la seule approche généalogique des grands courants de pensée et s'intéressant tout autant aux phénomènes de circulation, d'imprégnation et d'enracinement. Une histoire intellectuelle ainsi entendue est non seulement essentielle en elle-même, pour l'étude des pensées construites, mais elle permet, de surcroît, de réfléchir à l'articulation, dans une société, entre celles-ci et des perceptions individuelles ou collectives relevant de registres moins élaborés.

En outre, cet intérêt pour l'histoire intellectuelle a également fait souche d'une autre façon. Avant même le développement de l'histoire culturelle, en effet, les historiens français du contemporain se sont lancés dans l'étude des intellectuels. Et ce, dans une double perspective : autant que des « producteurs » d'idées, ces intellectuels étaient avant tout, par

^{7.} Cf. Jean-François Sirinelli, « Éloge de la complexité », in Pour une histoire culturelle, op. cit., pp. 433-444.

essence, des acteurs du culturel. Les étudier consistait donc, d'emblée, à se placer à la charnière de l'histoire culturelle et de l'histoire politique. Il y a là, du reste, l'une des clés d'un aspect généalogique de l'histoire des intellectuels : souvent, cette histoire, par-delà même son intérêt intrinsèque, a été une sorte de plaque tournante pour quelques historiens venus de l'histoire politique et souhaitant travailler à la croisée du politique et du culturel; s'attachant à étudier les clercs en politique, ils pouvaient ainsi prêter également attention aux phénomènes de circulation des idées émises et des idéologies forgées.

Et il était dès lors indispensable, on l'a dit, de s'interroger aussi sur l'articulation de ces idées et de ces idéologies avec des représentations moins élaborées. Et, de là, bien sûr, il apparut souhaitable d'étudier de telles représentations en elles-mêmes, d'autant qu'entre-temps, on l'a vu, le verrou historiographique avait sauté. Et, dès lors, la synthèse entre les deux pôles possibles d'une histoire culturelle n'était plus l'alliage improbable de deux champs historiographiques distincts mais la délimitation logique d'un domaine ayant son existence et son identité propres et présentant l'intérêt de reconstituer le métabolisme de circulation des phénomènes de représentations dans une société donnée, depuis les systèmes de pensée les plus élaborés jusqu'aux sensibilités les plus frustes. C'est dans une telle perspective que la définition proposée pour l'histoire culturelle prend tout son sens : comment les hommes représentent et se représentent le monde qui les entoure.

Ainsi formulée, l'identité de l'histoire culturelle présente plusieurs risques : ne risque-t-elle pas d'apparaître comme une rubrique un peu fourre-tout, défaut structurel déjà, par le passé, de l'histoire dite des mentalités ? Au reste, ne risquerait-elle pas aussi de paraître seulement comme l'habit neuf d'une anthropologie historique parvenue jusqu'aux rivages de l'histoire contemporaine?

Ce qui a été dit plus haut montre qu'il n'en est rien. Les « mentalités » ou la dimension anthropologique ne représentent, en effet, on l'a vu, qu'un versant d'un domaine beaucoup plus large. Cette richesse même, il est vrai, peut induire un autre inconvénient potentiel : le caractère apparemment parcellaire de cette histoire culturelle. En fait, là encore, ce qui a été dit précédemment prouve au contraire l'unité du domaine de cette histoire, une fois rappelé aussi qu'elle seule permet de penser dans leur intégralité les processus de circulation dans une société donnée. Ce qui, du reste, nous ramène à l'inventaire des secteurs de l'histoire culturelle commencé plus haut. Autant que l'histoire intellectuelle et que celle des intellectuels, autant aussi que l'approche des représentations collectives, cette histoire culturelle s'intéresse également aux supports de diffusion et de transmission. En d'autres termes, autant qu'aux formes de culture, l'historien s'intéresse aussi à leurs vecteurs. Ce qui, d'ailleurs, pour l'histoire du second xx^e siècle, prend un relief particulier, en raison de la montée en puissance d'une culture de masse qui s'amplifie alors ⁸. Au rôle massif du livre et de la presse écrite, déjà prégnant à la fin du XIX^e siècle ⁹, à celui, vite massif lui aussi, de la radio et du cinéma dès l'entre-deuxguerres s'ajoutera bientôt – même s'il y eut, en ce domaine, un retard à l'allumage de la France – la télévision.

Et, par là même, nous touchons à un autre secteur, également essentiel, celui des pratiques culturelles. Car, bien évidemment l'analyse de la circulation culturelle ne s'opère pas seulement à travers l'étude de ses vecteurs. L'attention qui doit être portée aux mécanismes de réception conduit directement aux pratiques culturelles. Et il y a là assurément un immense champ d'investigation, d'autant qu'on ne peut se contenter d'étudier ces pratiques culturelles en elles-mêmes. Ce sont, en effet, aussi leurs éventuelles corrélations avec les lieux et les milieux qu'il convient d'analyser, tant il est vrai que l'histoire culturelle est indissociable de son soubassement social et qu'elle reste bien, par certains aspects, une histoire des écarts, notamment sociaux et géographiques.

Cela étant, les processus de circulation et de transmission ne peuvent pas seulement s'apprécier à travers l'inventaire et l'étude des supports de la culture de masse. Parmi les autres vecteurs constituant autant de rouages de ces processus, il faut ici mentionner les structures d'éducation. L'histoire de l'éducation existe en tant que discipline autonome et féconde, mais relève aussi, de ce point de vue, de l'histoire culturelle. Et l'observation vaut aussi pour l'étude de la mémoire collective, stimulée depuis une quinzaine d'années par l'écho rencontré par l'impressionnante entreprise éditoriale et scientifique des Lieux de mémoire.

^{8.} C'est notamment pour cette raison que nous avons publié, Jean-Pierre Rioux et moi-même, un ouvrage consacré à la culture de masse, La culture de masse en France de la Belle Époque à nos jours, Paris, Éditions Fayard, 2002. Réédition en 2006 dans la collection Pluriel. Des mêmes, cf. également, Le temps des masses, tome IV de Histoire culturelle de la France, Paris, Éditions

^{9.} Sur le livre, on se reportera notamment aux travaux de Jean-Yves Mollier sur la Presse, cf., par exemple, Christian Delporte, « Presse et culture de masse en France (1880-1914) », Revue historique, n° 605, janvier-mars 1998, pp. 93 sqq.

UNE POSITION DE CENTRALITÉ?

Le champ d'investigation de l'histoire culturelle se situe bien, on le voit, à la charnière des représentations et des pratiques et son spectre d'intervention, de ce fait, porte sur les comportements collectifs aussi bien que sur les modes de pensée, embrassant ainsi le sujet agissant aussi bien que pensant. On comprend mieux que l'histoire culturelle ainsi entendue – qui est à géométrie variable dans ses thèmes mais aussi dans son rayon d'application – occupe, malgré sa jeunesse historiographique, une position de centralité dans l'analyse historique.

Elle a contribué, du reste, à enrichir d'autres champs de la discipline historique. Ainsi l'histoire économique a-t-elle prêté récemment attention aux « cultures d'entreprise » ou, à la charnière de plusieurs champs, l'étude des politiques et institutions culturelles apparaît-elle bien actuellement comme l'un des secteurs en pointe de la recherche en histoire culturelle : en effet, parallèlement au constat de la montée en puissance d'une culture de masse, le rôle culturel croissant de l'État est, pour les historiens vingtiémistes, un réel et fécond objet d'histoire 10. Et l'apport est encore plus réel dans le domaine, actuellement en plein essor, des cultures politiques.

Une telle notion a, de longue date, été utilisée – et discutée – par la science politique. En revanche, la discipline historique en a fait jusqu'ici un usage plus diffus. Pour cette discipline, la culture politique peut s'entendre à la fois comme une sorte de code et un ensemble de référents (notamment croyances, valeurs, mémoire spécifique, vocabulaire propre, sociabilité particulière, ritualisée ou pas...), formalisés au sein d'un parti ou plus largement diffus au sein d'une famille ou d'une tradition politiques, et qui leur confèrent une identité propre ¹¹. Ce qui signifie, concrètement, qu'une culture politique est un ensemble de représentations qui soude un groupe humain sur le plan politique, c'est-à-dire une vision du monde partagée, une commune lecture du passé, une projection dans l'avenir vécue ensemble. Et ce qui débouche, dans le combat politique

^{10.} Cf., sur le sujet, la synthèse de Philippe Poirrier, L'État et la culture en France au XX^e siècle, Paris, Le Livre de poche, 2000, collection Références.

^{11.} Là encore, je me permets de renvoyer à mes remarques en introduction du tome II de Histoire des droites en France intitulé Cultures, Paris, Éditions Gallimard, 1992. La mise au point la plus complète sur le sujet est celle de Serge Berstein (dir.). Les cultures politiques en France. Paris, Éditions du Seuil, 1999.

au quotidien, sur l'aspiration à telle ou telle forme de régime politique et d'organisation socio-économique, en même temps que sur des normes, des croyances et des valeurs partagées.

On observera que l'approche par des cultures politiques confère à l'histoire politique, restée trop souvent cantonnée dans le court terme de l'événement, un statut de plein exercice dans l'épaisseur chronologique de la moyenne durée historique 12. Les cultures politiques, en effet, sont des phénomènes à plus forte rétention que l'action politique elle-même et elles s'intègrent, de ce fait, dans une perspective multidécennale. En histoire politique, donc, le regard sur le temps court de l'événement peut être croisé avec une analyse davantage structurelle.

Une culture politique irrigue un groupe humain avec des canaux d'expression qui peuvent varier à la fois avec les époques et avec les groupes concernés. Car, et le point est essentiel, les cultures politiques ne sont jamais déconnectées des sociétés humaines qui les portent. L'étude des phénomènes d'irrigation est donc déterminante. Observation qui conduit à examiner la question des rapports entre l'histoire politique et les autres branches de l'historiographie. D'une part, bien sûr, l'histoire culturelle : il apparaît bien, au bout du compte, que la vigueur actuelle de l'histoire politique se nourrit aussi de la montée en puissance de l'histoire culturelle, dans l'acception qui en a été donnée plus haut. D'autre part, assurément, l'histoire socio-économique : le regain de l'histoire politique est passé par la prise en considération de l'autonomie, au moins relative, du politique, mais l'autonomie ne signifie pas l'indépendance, et une histoire politique qui se développerait en autarcie, dissociée de l'histoire socio-économique, se condamnerait assurément à des analyses mutilées. À partir de là, il est vrai, l'articulation entre le politique et le socio-économique et leur degré de corrélation doivent être l'objet de débats. Tout comme, du reste, l'analyse des rapports et des éventuelles corrélations entre l'histoire culturelle et ce substrat socio-économique, tant il est vrai, on l'a déjà signalé plus haut, que cette histoire est indissociable de ce substrat.

^{12.} Cf. mon analyse plus approfondie « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique », in Serge Berstein et Pierre Milza (dir.), Axes et méthodes de l'histoire politique, Paris, Presses universitaires de France, 1998, pp. 381-398 et Vingtième siècle. Revue d'histoire, n° 57, janvier-mars 1998, pp. 121-131.